Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-312** **19/04/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 19

Objet : Appel à candidatures: 19 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste d'expert scientifique et technique « Efficacité » en charge de l'évaluation de l'efficacité des médicaments vétérinaires chimiques (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 2 mai 2018.

- 1 poste de chargé de projet technique – référent applicatif (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons Alfort (94).

Date limite de candidature : 30 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique - virologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons Alfort (94).

Date limite de candidature : 2 mai 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique - parasitologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons Alfort (94).

Date limite de candidature : 30 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique – unité de mycologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Malzéville (54).

Date limite de candidature : 2 mai 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liés à l'eau (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons Alfort (94).

Date limite de candidature : 14 mai 2018.

Agence de service et de paiement (ASP) :

- 1 poste de chef de service adjoint – contractualisation et assistance technique (H/F) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Date limite de candidature : 10 mai 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) :

- 1 poste de coordonnateur des politiques de la montagne, du littoral et des paysages – secrétaire du Conseil national de la montagne (H/F) (titulaire de catégorie A ou A+) à Paris (07).

Date limite de candidature : 11 mai 2018.

Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) et Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles adjoint en charge des questions d'innovation et de formation (H/F) (titulaire de catégorie A/A+) au Maroc.

Date limite de candidature : 17 mai 2018.

Organisation mondiale de la santé animale (OIE) :

- 1 poste d'assistant technique (H/F) (titulaire de catégorie A+) à Moscou.

Date limite de candidature : 17 mai 2018.

- 1 poste de coordonnateur OIE du Programme mondial d'éradication de la PPR (H/F) (titulaire de catégorie A+) à Rome.

Date limite de candidature : 17 mai 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste d'assistant du délégué régional (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Clermont-Ferrand (63).

Date limite de candidature : 6 mai 2018.

- 1 poste de gestionnaire de formation (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Dry (45).

Date limite de candidature : 20 mai 2018.

- 1 poste de rédacteur marchés publics (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 6 mai 2018.

- 1 poste de gestionnaire budgétaire (H/F) (titulaire de catégorie C ou agent contractuel) à Auffargis (78).

Date limite de candidature : 6 mai 2018.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de responsable du pôle forêt au Parc national des Cévennes (H/F) (titulaire de catégorie A) à Florac-Trois-Rivières (48).

Date limite de candidature : 5 mai 2018.

- 1 poste d'assistant d'accueil et de gestion administrative au Parc national des Calanques (H/F) (agent contractuel) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 15 mai 2018.

- 1 poste de chargé de mission – tourisme durable au Parc national des Calanques (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 11 mai 2018.

- 1 poste de chef de secteur de Haute-Tarentaise au Parc national de la Vanoise (H/F) (titulaire de catégorie A) à Chambéry (73).

Date limite de candidature : 28 mai 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Date : 11/04/2018

Poste à pourvoir	**Expert scientifique et technique « Efficacité » en charge de l'évaluation de l'efficacité des médicaments vétérinaires chimiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 2 ans**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV)

Missions / contexte

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Le département Autorisation de mise sur le marché a en charge l'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques et des médicaments à base de plantes, ainsi que des médicaments immunologiques. Il prépare les décisions administratives qui découlent de l'évaluation en vue de l'octroi ou du refus des AMM.

L'unité d'évaluation des médicaments chimiques est composée d'un chef d'unité, de 15 experts scientifiques, 5 rapporteurs et une assistante.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Rattaché au chef d'Unité d'Evaluation des Médicaments chimiques, et travaillant au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'experts scientifiques et de rapporteurs, l'expert scientifique recruté est chargé de l'évaluation du volet efficacité des dossiers de demandes d'AMM et de leur révision selon les procédures nationale et communautaire.
Dans le cadre de missions transversales en lien avec les autres départements, il est amené à réaliser des travaux d'expertise sous l'autorité fonctionnelle du chef de département concerné.

Il participe en concertation avec les autres évaluateurs à l'élaboration des Résumés des Caractéristiques des Produits.

Activités

A ce titre l'agent devra :

- Expertiser les données d'efficacité proposées dans les dossiers d'AMM en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et thérapeutiques et des lignes directrices européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en anglais ou en français
- Contribuer à l'évaluation du bénéfice des médicaments en termes d'efficacité afin d'établir le rapport bénéfice/risque, sur lequel est fondée la décision d'AMM
- Respecter les délais réglementaires de l'évaluation

Dans le cadre de ce travail, des contacts avec les experts des autres Etats Membres, les titulaires d'AMM, les professionnels de santé ainsi que des déplacements occasionnels en France et à l'étranger sont à envisager.

Conditions particulières.

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Docteur vétérinaire
Bac+3 minimum

Expériences similaires

- Expérience souhaitée en matière d'essais cliniques ou précliniques
- Expérience de 3 ans minimum en médecine des ruminants et /ou des animaux de compagnie souhaitée.

Compétences

- Rigueur scientifique
- Méthodologie des essais d'efficacité
- Statistiques appliquées aux essais cliniques
- Analyse bibliographique
- Esprit critique, capacité de synthèse
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (lu, parlé, écrit).
- Capacité d'organisation
- Réglementation nationale et européenne du médicament vétérinaire
- Travail en équipe.
- Maîtrise des outils de bureautique (Word, Excel, Powerpoint)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 02 mai 2018

Renseignements sur le poste :

- Mme Laure BADUEL, chef de l'unité d'évaluation des médicaments chimiques (laure.baduel@anses.fr) au 02.99.94.78.60
- Mr BOUCHARD Damien, chef d'unité adjoint (damien.bouchard@anses.fr) au 02.99.94.78.60,

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-047 à :** recrutement@anses.fr

Date : 09/04/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet technique – Référent applicatif (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Technique et Informatique Service Etudes et Développement
Missions / contexte	Le Service Etudes et Développement : • est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI) • assiste les directions métiers MOA • conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet) • réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures. L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le « Chargé de projet Technique – Référent applicatif », ayant des compétences techniques confirmées et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels, assure le support de niveau 2 sur des applications informatiques complexes.

Il développe ou gère les développements autour des technologies à nature transverse à plusieurs applications comme le décisionnel, l'ETL et les nouvelles technologies (Web, Java, J2EE…).

Le principal domaine applicatif dans lequel il sera amené à intervenir concerne la gestion des activités des laboratoires avec notamment un LIMS (Laboratory Information Management System) et des applications dédiées.

Activités

1) Lors de développement de nouveaux logiciels

- Définir la conception technique
- Participer à la conception technique pour garantir une cohérence avec les normes et les technologies de la DSI de l'Anses
- Assurer les développements autour de technologies transverses comme le décisionnel, l'ETL ou les technologies Web.

2) En phase de recette

- Maitrisant les contextes technique et fonctionnel de l'Anses, il contribue pendant les phases de recette à :
  - Identifier techniquement les sources des problèmes
  - Filtrer les anomalies à remonter aux sous-traitants.
  - Assurer le suivi de résolution des anomalies

3) Au quotidien

- Prendre en compte, traiter et suivre les appels des administrateurs locaux,
- Diagnostiquer les anomalies, corriger ou transférer les incidents aux entités compétentes,
- Adhérer à une méthodologie stricte de suivi et tracer les incidents jusqu'à leur clôture,
- Exploiter la base d'incidents : relances, consolidation, analyse de tendance,
- Superviser et garantir l'intégrité des environnements techniques, alerte, et demandes d'actions préventives de fond,
- Participer à la communication autour des applications informatique et à la diffusion d'informations.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+5 en informatique souhaité
Minimum BAC +3

Expériences similaires

- 2 à 5 ans d'expériences
- La connaissance d'un LIMS serait un plus
- Une expérience en santé publique serait appréciée

Compétences

- Compétences techniques :
  - Langages/technologies : J2EE, .Net, AJAX, AngularJS, HTML, XML, SQL
  - Bases de données : Oracle, SQLServer, PostgreSQL.
  - Décisionnel : Business Object,
  - ETL : connaissance Talend appréciée,
  - Connaissances d'un LIMS appréciée.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 avril 2018

Renseignements sur le poste : Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-044 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/04/2018

Poste	**Chargé de projet scientifique et technique - virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31 mai 2019**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**01 juillet 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de santé animale UMR VIROLOGIE, Équipe NEUROVIROLOGIE DES ZOONOSES (NVZ)
Missions / contexte	L'équipe NVZ constitue l'une des cinq équipes de l'UMR VIRO et se compose de 1 chercheur INRA, 1 chef de projet ANSES, 1 doctorant, 1 Master2 et 4 personnels techniques.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'équipe, le/la candidat/e recruté/e participera au projet financé par le LABEX IBEID intitulé : « Modélisation des infections virales du système nerveux central en utilisant des cellules neurales humaines et développement de thérapies antivirales ».

Notre équipe étudie les infections virales des systèmes nerveux humain/équin. (*Brnic et al., 2012, Donadeu et al., 2013a, Donadeu et al., 2013b, Scordel et al., 2015*). Plus particulièrement, notre travail est dédié à l'étude des virus neurotropes de la famille des *Flaviviridae* (virus de l'encéphalite à tiques, Zika, West Nile et virus de l'encéphalite japonaise). Nous avons récemment développé un nouveau modèle d'infection du virus de l'encéphalite à tiques en utilisant des cellules neurales humaines différenciées à partir de progéniteurs neuraux. En utilisant ce modèle, nous avons mis en place un système de criblage à haut débit/haut contenu pour l'identification de molécules antivirales qui inhibent l'infection dans le cerveau. Il a été validé par le criblage d'une petite banque de 100 molécules. Ceci est un modèle puissant qui permet le criblage rapide de petites molécules pour leur propriété antivirale (et possiblement neuro-protective) avec un fort potentiel prédictif d'une activité *in vivo*.

Activités

Le(a) candidat(e) recruté(e) poursuivra nos efforts de modélisation des infections virales par d'autres virus neurotropes, identifiera de nouvelles molécules antivirales par criblage de banques de petites molécules et travaillera à élucider leurs mécanismes d'action.

Il/elle recevra une formation dans les technologies suivantes :

- Cultures de cellules neurales dérivées de progéniteurs neuraux et imagerie à haut débit,
- Culture de cellules neurales humaines,
- Infections virales (agents de niveau 3),
- Manipulation génétique de clones infectieux,
- Immunoflorescence,
- Acquisition d'images sur microscope automatisé (OPERA),
- Analyse d'image à haut contenu '(Acapella image, Columbus Conductor),
- Analyse moléculaire (RT-qPCR), amplification et titrage de virus,

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Thèse de doctorat en sciences (Virologie ou Neuro-Virologie) + expérience post-doctorale souhaitée – Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Expérience en virologie indispensable

Compétences

- Connaissances en neuro-virologie ou virologie.
- Manipulation génétique de clones infectieux.
- Bonne expérience dans la culture de cellules primaires
- Développement de modèles cellulaires avec utilisation de microscope automatisé et analyse à haut contenu serait un plus.
- Aptitude au travail en équipe, bonne organisation, autonomie
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique indispensable
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 02 mai 2018

Renseignements sur le poste : Muriel COULPIER (mcoulpier@vet-alfort.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-045 à :** recrutement@anses.fr

Date : 09/04/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique - Parasitologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30/09/2018**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Santé animale,
Unité mixte de recherche biologie moléculaire et immunologie parasitaires (UMR BIPAR), équipe Paralim – LNR/LCSV « Parasites transmis par les aliments », Centre Collaborateur OIE « Parasites zoonotiques transmis par les aliments ».

Missions / contexte

Le LNR / Centre Collaborateur OIE « Parasites transmis par les aliments » assure des missions d'analyses de confirmation pour les parasites zoonotiques transmis par les aliments (Helminthes & Protistes), de typages moléculaires, d'animation de réseau de laboratoires départementaux (un réseau « trichine » agréé de 72 laboratoires ; un réseau « toxoplasme » de 14 laboratoires), d'organisation d'EILAs (détection de *Trichinella spp.* ou *Toxoplasma gondii*) au plan national et international, de développement d'outils sérologiques et de surveillance au plan national de la circulation des parasites. A ses missions de LNR, s'ajoute des missions de recherche et développement conduites au sein de l'UMR BIPAR, pour l'amélioration de la détection des parasites zoonotiques transmis par les aliments ou le développement de nouveaux outils de prophylaxie vétérinaire.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'agent recruté est en charge des analyses du LNR « Parasites transmis par les aliments » en lien avec les scientifiques et les techniciens du LNR/équipe Paralim. Il/elle devra assurer l'animation technique du réseau des laboratoires agréés pour la détection de la trichinellose animale : coordination des EILA pour la recherche des larves de trichines selon la méthode réglementaire ; formation des analystes des laboratoires départementaux ; préparation et gestion des matériels biologiques de référence.
La personne recrutée participera aux activités de recherche au sein de l'équipe « Paralim » de l'UMR BIPAR et principalement sur la thématique « Helminthes ».
L'agent assurera la mission de Correspondant Qualité pour le LNR (analyses accréditées Cofrac) et l'UMR BIPAR, le suivi des contrats de maintenance des équipements et sera impliqué dans les achats d'investissements.

Activités

Les actions déclinées dans ce poste sont les suivantes :

- Effectuer, valider et signer des analyses de détection directe (digestions artificielles, identification morphologique d'helminthes) et typages moléculaires en lien avec les autres techniciens et scientifiques du LNR/LCSV ;
- Coordonner les EILAs « trichine » en lien avec la scientifique référente et les techniciennes (dont une est responsable technique de ces EILAs) du LNR ;
- Réaliser des analyses sérologiques (Helminthes et Protistes) du LNR ;
- Prendre en charge la mission de Correspondant Qualité pour le LNR et l'UMR BIPAR. (Le LNR assure des analyses sous accréditation Cofrac qui devront être maintenues et élargies) ;
- Etre impliqué dans les stages de formation des analystes organisés par le LNR, incluant l'organisation logistique ;
- Participer aux activités de recherche de l'équipe « Paralim » au sein de l'UMR BIPAR, thématique « Helminthes » ;
- Assurer le suivi des contrats de maintenance des matériels du LNR/UMR en lien avec la correspondante Métrologie du LNR/UMR et participation au montage de dossiers d'investissements de matériels;
- Contribuer à l'encadrement des stagiaires français ou étrangers (M2, doctorants, post-doctorants, chercheurs invités) de l'équipe ou du LNR.

Conditions particulières

- Travail en laboratoire de niveau 2
- Travail sous assurance qualité et respect des règles Hygiène & Sécurité

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5, Master 2 en Biologie / Sciences de la Vie
Bac + 3 minimum

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de la parasitologie et/ou de la biologie moléculaire
- Un niveau d'expérience de 2 à 5 ans est souhaité

Compétences

- Connaissances fondamentales en biologie / Sciences de la Vie ;
- Des connaissances en parasitologie sont indispensables ;
- Compétences techniques en Sérologie (Western Blot, ELISA), Immunofluorescence, Biologie Moléculaire (dont expression protéines recombinantes) ;
- Formation en Assurance Qualité et connaissance de la norme ISO 17025 et des processus d'accréditation;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale en français et en anglais ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureuse et dynamique ;
- Capacité d'adaptation et d'intégration rapide dans une équipe et une excellente aptitude relationnelle.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 avril 2018

Renseignements sur le poste : isabelle.vallee@anses.fr ou nadia.haddad@vet-alfort.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-023 à :** recrutement@anses.fr

Date : 11/04/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique - Unité de mycologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Malzéville (54)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la santé des végétaux Unité de mycologie
Missions / contexte	Le laboratoire de la santé des végétaux est implanté sur divers sites en France. Le poste proposé est basé à Nancy, station en charge de la mycologie pour la santé des végétaux. Ses missions comprennent les activités suivantes : Activité analytique : diagnostic, détection de champignons phytopathogènes Activité de référence : la réalisation d'analyses de routine et de confirmations dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de contrôle, la formation, l'animation et le suivi de laboratoires tiers agréés pour les analyses officielles déléguées. Expertise : Rédaction de protocoles, de guides, d'analyses de risque phytosanitaire. Recherche / Développement : mise au point et la validation de méthodes de détection, d'identification et de caractérisation de champignons phytopathogènes Recherche: Caractérisation d'agents phytopathogènes émergents, description de nouvelles espèces, phylogénie, évaluations technologiques. L'équipe est composée de 10 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable des projets scientifiques, le chargé de projet scientifique et technique sera en charge d'activités dans le cadre d'un projet de recherche sur une nouvelle maladie foliaire des pommiers dans laquelle sont impliqués des champignons du genre Alternaria.

Activités

- Prospection et échantillonnage de souches d'Alternaria dans des vergers.
- Prospection sanitaire des vergers échantillonnés.
- Isolement, purification par repiquage et culture monospore des souches d'Alternaria à partir des échantillons collectés.
- Caractérisation génétique des souches d'Alternaria collectées.
- Mise en place des tests de pathogénicité de souches d'Alternaria.
- Mise au point d'un test de PCR en temps réel pour la détection spécifique des taxons d'Alternaria impliqués dans la maladie foliaire des pommiers.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Des déplacements sont à prévoir en France métropolitaine (permis de conduire B requis)

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+3 minimum à Bac+5 (Master 2, DEA ou diplôme d'ingénieur).

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la phytopathologie appréciée.

Compétences

- Solides connaissances des techniques de microbiologie et de biologie moléculaire (PCR, PCR temps réel, dessin d'oligonucléotides, séquençage).
- Connaissances en statistiques et sensibilisation à la bio-informatique.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe.
- Aptitudes à la communication orale et écrite.
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 02 mai 2018

Renseignements sur le poste : Jaime AGUAYO (jaime.aguayo@anses.fr ; 03 83 29 00 40)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-046 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/04/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liés à l'eau (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité d'évaluation des risques liés à l'eau (UERE)
La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'unité d'évaluation des risques liés à l'eau est composée d'une dizaine de scientifiques. Son champ d'expertise couvre les eaux destinées à la consommation humaine (eaux de distribution publique, eaux conditionnées y compris les eaux minérales naturelles), les eaux utilisées dans la chaîne alimentaire, les eaux récréatives et toutes autres catégories d'eau dont les usages ou rejets peuvent présenter un risque pour la santé humaine. Ainsi, cette unité évalue les risques sanitaires pour l'Homme liés à la présence de micro-organismes et de contaminants chimiques dans l'eau, évalue l'innocuité et l'efficacité des produits et procédés de traitement d'eau destinée à la consommation humaine et des piscines, l'innocuité des matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Elle intervient également sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux rejets d'assainissement collectif et individuel dans le milieu, évalue l'incidence sanitaire des pratiques se développant dans le contexte de développement durable, d'adaptation au changement climatique (réutilisation ou recyclage des eaux (eaux usées traitées, eaux grises), recharge artificielle de nappes, énergies renouvelables…). Pour ce faire, elle s'appuie sur les travaux du Comité d'experts spécialisé « Eaux » (CES Eaux) et des groupes de travail qui y sont rattachés et en assure la coordination scientifique.
Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.
Elle s'inscrit également dans de nombreuses transversalités sur des thèmes emblématiques de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité d'évaluation des risques liés à l'eau, le titulaire de ce poste doit apporter sa contribution technique et scientifique dans les expertises en évaluation des risques liés à l'eau et ce en lien avec le programme de travail.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective conduite par le CES « Eaux » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Vérifier la recevabilité scientifique des saisines,
- Identifier les questions posées au CES « Eaux », les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer les produits de l'expertise depuis leur validation par le CES « Eaux » jusqu'à leur publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances …,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information, à sa valorisation (colloques, publications…)
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation…),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts* et au respect des règles de confidentialité.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 5, Universitaire, Ingénieur ou Pharmacien avec spécialisation dans le domaine de l'eau et les risques sanitaires. Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Une expérience préalable dans le domaine de l'eau et des enjeux sanitaires associés serait appréciée,
- Une expérience de l'expertise collective serait un plus.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en microbiologie des eaux (indicateurs et pathogènes d'origine hydrique), traitement des eaux usées, assainissement
- Compétences en évaluation des risques microbiologiques
- Connaissances dans les domaines en lien avec la mise en œuvre de l'économie circulaire et le stress hydrique : réutilisation des eaux usées traitées, recyclages et risques sanitaires
- Connaissance de la réglementation française et européenne applicable au domaine de l'eau et particulièrement dans le champ de la santé publique
- Connaissance des acteurs du domaine de l'eau
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Compétences en termes d'animation de groupe et de pilotage de projets
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Capacité d'adaptation et d'investissement permettant de s'approprier des thèmes d'expertise variés et de déployer de nouvelles méthodologies le cas échéant
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 mai 2018

Renseignements sur le poste : Pascale PANETIER (pascale.panetier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-049 à :** recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service de la contractualisation et de l'assistance technique (SCAT)

2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)
CONTRACTUALISATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE

N° du poste : 18380 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 10 mai 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de service et de paiement est un établissement public pluri-ministériel, fort de plus de 2000 collaborateurs. Il est l'un des premiers opérateurs de l'Etat en termes de budget géré (plus de 19 milliards d'euros) et le principal payeur des aides à l'emploi dans le domaine des contrats aidés et le premier payeur européen d'aides agricoles. La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Environnement, de l'Emploi et des Politiques Sociales. Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens, ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens. Le service de la contractualisation et de l'assistance technique intervient dans l'ingénierie de mise en œuvre et le pilotage de politiques publiques nationales et européennes. En veille constante sur les politiques publiques, il coordonne les offres de service de l'Agence pour proposer une mise en œuvre qui tient compte des besoins des donneurs d'ordre et des évolutions attendues par les usagers. Il suit les engagements inscrits dans les supports contractuels en termes de service rendu et d'équilibre financier. Il assure également une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des pilotes du programme européen sur le Réseau Rural National.
Objectifs du poste	Le titulaire assurera la fonction de chef de service adjoint en charge de la contractualisation et de l'assistance technique. A ce titre il sera chargé de suppléer ou de remplacer le chef de service dans l'organisation et le management opérationnel des équipes et des activités sous sa responsabilité.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	– En lien avec le chef de service, co-animer les équipes, assurer le recrutement des agents, les accompagner dans leurs carrières (accueil des nouveaux arrivants, entretiens d'évaluation, formation, …) – Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service: élaborer des plans d'actions annuels dans le cadre des conventions signées avec les donneurs d'ordre : budget, planification des activités, ajustement de la charge, organisation des équipes – Assurer le lien entre la mise en œuvre des activités et le cadre budgétaire et financier en vigueur dans l'établissement

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">– Participer à des groupes de travail, animer des réunions
– Assurer le relationnel et la représentation de l'établissement dans des réunions avec les donneurs d'ordre nationaux (jusqu'à des niveaux Direction générale)
– Alimenter les travaux prospectifs pour le service et pour l'établissement, en particulier sur l'offre de service
– Dans le cadre de prestations confiées au service par des donneurs d'ordre extérieurs, piloter des prestataires selon les principes de la commande publique et dans le respect de la délégation de signature</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) titulaire sera en contact avec les donneurs d'ordres et partenaires. Il pilote les prestataires de son champ d'activité. Il (elle) sera relation avec les directions de l'établissement (en particulier la Direction financière, la Direction des opérations et de la performance, la DRH, l'Agence comptable,…), et les directions régionales de l'établissement.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoir-faire</td><td>Connaissances</td></tr>
<tr><td>- Capacité d'organisation, de pilotage
- Réactivité
- Gestion des relations externes
- Animation d'équipe
- Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- Animation de réunions et groupes de travail
- Rendre compte et capacité d'alerte
- Gérer et administrer les processus RH Fédérer, faire preuve de leadership
- Utiliser les outils informatiques de gestion</td><td>- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux (maîtrise des dépenses publiques, réforme de l'Etat)
- Connaissance transversale des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques (Facturation, RH, …)
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés : aides européennes et nationales</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Madame Sophie Chaize-Pingaud – DIREEPS- Directrice- sophie.chaize-pingaud@asp-public.fr - Tél. : 05 55 12 04 47

- Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation - mobilite@asp-public.fr – tel : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

cget
Commissariat
général
à l'égalité
des territoires

Intitulé du poste :

**Coordonnateur-trice des politiques de la montagne,
du littoral et des paysages
Secrétaire du Conseil national de la montagne**

Famille professionnelle CGET : élaboration, coordination et déploiement des politiques publiques en faveur des territoires

Emploi de référence CGET : coordonnateur-trice de politiques publiques

Date	26 février 2018
Auprès	Direction du développement des capacités des territoires Pôle des systèmes territoriaux
Lieu de travail	20 avenue de Ségur Paris 7ème
Catégorie	A ou A +
Corps, grade	Ouvert aux fonctionnaires par voie de mise à disposition
Positionnement hiérarchique	**N+1** : responsable du pôle des systèmes territoriaux **N+2** : directrice du développement des capacités des territoires

Mission du pôle et composition

Au sein de la direction du développement des capacités des territoires (DDCT), le pôle «systèmes territoriaux » est chargé de la définition et du pilotage de la mise en œuvre des politiques territorialisées en matière de ruralité (Comités interministériels, dotations et contrats, zonages, expérimentations,…), de complémentarité et de coopérations entre les différents types de territoires (dont ville-campagne), de développement urbain, de qualité de l'habitat et du cadre de vie, de redynamisation des (ex) sites de défense.

Il assure la coordination de la politique de la montagne (suivi national et commissariats de massif).

Il conçoit de nouvelles formes de contractualisation ou d'accompagnement des acteurs territoriaux permettant de promouvoir les capacités et potentiels des territoires, dont ceux en fragilité avérée ou en vulnérabilité.

Le pôle comprend 8 ETP cadres et 1 assistante partagée avec le pôle « services au public ».

Missions caractéristiques du poste

Participer à la conception, suivre et animer au plan interministériel les politiques nationales de la montagne, du littoral et des paysages, politiques spécifiques d'aménagement, de protection et de développement et de mise en valeur de ces espaces.

Assurer au sein de la direction en particulier et du CGET en général, la prise en compte des enjeux et spécificités de la montagne, du littoral et des paysages dans l'élaboration et la territorialisation des politiques publiques portées par le CGET et par les ministères.

A ce titre, le coordonnateur (rice) veillera à être associé aux dossiers ayant une incidence pour ces territoires et pourra assurer un rôle de chef de projet sur des dossiers transversaux prioritaires pour ces territoires. Il/elle s'appuiera sur l'expertise des autres coordonnateurs de la direction et de l'ensemble du CGET, notamment pour les dossiers relatifs à la forêt, aux parcs naturels et aux dispositifs de zonage.

Enfin, il/elle constituera le référent de la direction et du CGET sur les questions de paysages. Il/elle développera à cet effet une politique de veille et proposera la définition et la mise en œuvre d'un plan d'action sur ces questions, en lien avec les dossiers stratégiques pilotés par le CGET comme le plan de revitalisation des centres-bourgs ou le dispositif « cœur de ville » en faveur de la redynamisation des villes moyennes pour lesquels son expertise pourra être sollicitée.

Principales activités	*Niveau de déploiement*	
	Occasionnel	*En continu*
Assurer, pour le compte et sous l'autorité du commissaire général à l'égalité des territoires, le secrétariat du conseil national de la montagne (CNM), instance consultative présidée par le Premier ministre, et de ses organes : commission permanente présidée par un élu, groupes et sous-groupes de travail.		X
Suivre la mise en œuvre des mesures relatives à la montagne et notamment de la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.		X
Animer, avec le chef de pôle, l'équipe des cinq commissaires de massif (ces derniers étant hiérarchiquement rattachés au directeur).		X
Participer au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation des conventions interrégionales de massif		X
Contribuer à l'engagement de la stratégie macro-régionale de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) en lien avec le correspondant pour la France	X	
Suivre, en lien avec la sous-direction Europe du CGET, les programmes opérationnels interrégionaux de massif et les programmes de coopération territoriale européenne concernant les espaces de montagne.		X
Assurer le suivi des travaux du Conseil national de la mer et des littoraux et de l'ensemble de l'actualité, notamment législative et réglementaire, relative à ces questions.		X
Participer à l'élaboration des textes législatifs ou réglementaires dans ces domaines.	X	
Représenter le CGET au conseil d'administration du conservatoire national du littoral ainsi qu'à toute réunion ou manifestation en lien avec ces questions	X	

Représenter le CGET auprès de partenaires institutionnels (ANEM, ANEL…) ou au sein de réunions interministérielles		X

Savoirs formalisés (Connaissances et savoirs techniques)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Connaissance des problématiques, politiques, dispositifs et acteurs de la montagne et du littoral			X	
Connaissance des politiques liées aux paysages			X	
Connaissances juridiques et des dispositifs contractuels			X	
Pratique de l'anglais (écrit et oral)		X		

Savoirs d'action (Savoir-faire et savoirs d'expérience)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Aisance rédactionnelle et orale			X	
Capacités d'animation de réseau				X
Capacités d'initiative			X	
Capacités de négociation			X	

Réseau relationnel	*Niveau de sollicitation*	
	Occasionnel	*En continu*
Services des administrations centrales		X
Services déconcentrés de l'Etat		X
Cabinet du ministre de la cohésion des territoires	X	
Associations représentatives d'élus (ANEM, ANEL…)		X

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Nicolas Delaunay
Responsable du pôle systèmes territoriaux
Tel : 01 85 58 62 74

Habsa Sall Banor
Gestionnaire RH
Tél : 01 85 58 63 09

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser à :
CGETrecrutement@cget.gouv.fr jusqu'au 11 mai 2018 inclus.

Catégorie A/A+

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Conseiller pour les affaires agricoles adjoint au Maroc à compétence régionale (Maroc et Tunisie) en charge des questions d'innovation et de formation.

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2018
Niveau parcours professionnel: 3

NATURE DE L'ACTIVITÉ

Sous l'autorité directe du conseiller pour les affaires agricoles au sein du service économique régional de Rabat auprès de l'Ambassadeur de France au Maroc, le conseiller pour les affaires agricoles adjoint au Maroc s'attachera à la déclinaison au Maroc et en Tunisie des priorités de la stratégie Europe et international du MAA en matière d'innovation, formation et recherche. Il aura pour missions :

- d'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, sa direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) et ses établissements sous tutelle, sur l'évolution des politiques et programmes d'innovation, de recherche et de formation dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire, l'élevage, la forêt et de la pêche ainsi que de développement rural au Maroc et en Tunisie ; d'identifier les priorités et besoins des acteurs économiques en la matière et d'identifier les stratégies des différents acteurs (autorités, UE, institutions de recherche, de formation et d'innovation, Agence Française de Développement, interprofessions, centres techniques, bailleurs de fonds internationaux etc.) ; d'identifier sur ces sujets les acteurs et personnes ressources au Maroc et en Tunisie et assurer au besoin le suivi des relations avec ceux ci.

- de suivre et de soutenir , en étroite relation avec la DGER, la DGPE et les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, les actions de coopération et d'échange :
  - des établissements français de formation technologique, professionnelle et supérieure agricole, vétérinaire et du paysage et leurs réseaux ;
  - des instituts français (Instituts techniques, INRA, IRSTEA, ANSES mais aussi CIRAD et IRD) ;
  - et des autres opérateurs publics français (ADECIA, FVI…).

Les activités accompagnées recouvrent des opérations d'expertise (prestations techniques, soutien aux réformes/créations de dispositifs de formation et/ou innovation), des coopérations en matière de formation (co-formation, jumelage d'établissements, double-diplôme, échange d'étudiants, enseignants et chercheurs…) et des programmes de recherche et d'innovation, multi-acteurs, nationaux ou régionaux (PRIMA par exemple).

- de soutenir la co-construction des programmes de coopération en matière de formation et d'innovation entre acteurs publics et les entreprises et acteurs des filières. S'assurer également que ces coopérations renforcent les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires auprès des administrations concernées (4 pour 1000 par exemple). Faciliter le développement de coopérations articulant les acteurs et priorités d'États français, des Régions et collectivités et des entreprises.

- de créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes (Pôles de recherche et formation, Universités, Centres techniques, Centres de formation…) du Maroc et de Tunisie, ainsi que les représentants des organisations professionnelles concernées afin de faciliter le

dialogue avec les autorités françaises. Identifier les possibilités d'échanges d'expertise publique entre administrations compétentes en matière de politiques d'innovation, de recherche et de formation dans les secteurs concernés.

• Plus globalement, de concourir à toutes les missions assignées au Conseiller pour les affaires agricoles et d'assurer son intérim en temps que de besoin. Ceci recouvre, entre autres, les missions suivantes : veille active sur l'évolution de l'agriculture, de la forêt et de la pêche au Maroc et en Tunisie, suivi des politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche, environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences, soutien des positions françaises, facilitation des négociations sanitaires, et plus globalement, le suivi des actions de coopération de toute nature engagées en application des accords bilatéraux (FAM, autres organismes), collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA ; soutien au développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays.

QUALITÉS REQUISES

• connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
• connaissance des politiques, programmes et acteurs nationaux et européens en matière d'innovation, de recherche et de formation ;
• grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
• très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
• pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
• capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
• aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
• sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
• autonomie en matière bureautique.

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

Valérie BADUEL – Directrice Générale Adjointe et Chef du service de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation – DGER
valerie.baduel@agriculture.gouv.fr
Cyril KAO – Sous-directeur de la Recherche, de l'innovation, et de la coopération internationale -DGER
01 49 55 45 98 cyril.kao@agriculture.gouv.fr
Jean-Baptiste FAURE – Adjoint à la sous-directrice international – DGPE
01 49 55 45 08 – jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr
Benoît BONAIME – Chef du Bureau des Relations européennes et de la Coopération internationale, DGER
01 49 55 52 39 - benoit.bonaime@agrciulture.gouv.fr
Aliocha NGUYEN – Chargé de mission réseau international – Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire – aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Assistant technique
Représentation Régionale de l'OIE à Moscou

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 3
Date de prise de fonctions souhaitée : 1er septembre 2018
Durée d'engagement : 3 ans
Date limite de remise des candidatures : Un mois après la date de publication dans BO AGRI.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 181 Pays Membres et dispose de 12 Représentations régionales ou Représentations sous régionales sur tous les continents, dont 3 en Europe, la Représentation régionale à Moscou et deux Représentations sous régionales à Bruxelles et Astana. Parmi les 53 pays de la Commission Europe de l'OIE, la Représentation régionale à Moscou est notamment en charge du suivi des relations avec les institutions présentes à Moscou et avec les Etats membres partageant la langue russe, hors Union européenne et candidats à l'UE et hors Asie Centrale, respectivement couverts par les Représentations de Bruxelles et Astana. En étroite liaison avec ces bureaux, la représentation de Moscou contribue aux activités déployées par l'OIE et à la visibilité de l'Organisation dans cette région, notamment via le site internet OIE Europe.
OBJECTIFS DU POSTE	Sous l'autorité de la Directrice générale et sous la supervision du Représentant régional de l'OIE à Moscou, le candidat aura la responsabilité de mettre en œuvre les programmes de l'OIE dans la région. Il sera plus particulièrement chargé de l'appui au pilotage des actions engagées par la région dans le cadre de la feuille de route régionale reprenant les actions et priorités de l'OIE. Il viendra notamment en appui aux secrétariats assurés par les Représentations sous régionales (GF-TADs (plan-cadre mondial FAO/OIE pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières) Europe, « Regional Core Group » de la Commission régionale de l'OIE pour Europe, plateforme Europe de l'OIE pour le bien-être animal pour Bruxelles et « WestEurasia FMD Roadmap » pour la fièvre aphteuse pour Astana). Il veillera à assurer une transmission efficace des messages adressés aux pays membres, en assurant, en coopération avec les représentations sous régionales et via le site internet de la région, un meilleur accès aux pays dont la complète participation est encore restreinte par la barrière de la langue.
DESCRIPTION DES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER	Pour les Pays Membres de l'OIE plus particulièrement couverts par la représentation régionale : - Suivi des relations techniques avec les pays, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels et scientifiques du réseau ; - Suivi technique et budgétaire des programmes d'activités de l'OIE dans la région ; - Mise en œuvre des activités issues de la feuille de route régionale de l'OIE, plus particulièrement des programmes de renforcement des capacités des Services vétérinaires (processus PVS de l'OIE et missions d'appui ciblées…), programme mondial pour une meilleure gouvernance vétérinaire, actions coordonnées avec l'OMS et la FAO dans le cadre du concept « Une seule santé » ; - Appui technique et logistique aux programmes de formation régionaux.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'Assistant technique travaillera en relation constante avec : - Les différents services au Siège de l'OIE, notamment le Service des actions régionales ; - Les Représentations sous régionales de l'OIE à Bruxelles et Astana ; - Les Services Vétérinaires de la région, avec lesquels il devra développer, puis entretenir, des relations professionnelles étroites.

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Docteur vétérinaire - Expérience d'au moins 10 ans en santé publique vétérinaire - Expérience à l'international, notamment dans la mise en œuvre des normes ou programmes de santé animale - Parfaite maîtrise de l'anglais (à l'écrit et à l'oral) - La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE, ainsi que du russe est un atout - Maîtrise des outils informatiques. La maîtrise d'Access et des systèmes d'information géographique est un atout.	- Aptitude à manager et à travailler en équipe. - Expérience des relations institutionnelles - Fortes capacités d'adaptation et d'adaptabilité à un environnement interculturel - Sens de l'organisation - Capacités rédactionnelle et de synthèse
PERSONNES A CONTACTER	- Loïc Evain - Directeur général adjoint de l'alimentation, CVO loic.evain@agriculture.gouv.fr - Tel 01 49 55 81 77 - Stéphanie Flauto – DGAL- Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr - Tel : 01 49 55 81 20 - Sophie Palin – DGAL - Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes - sophie.palin@agriculture.gouv.fr - Tel : 01 49 55 45 26 - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Coordonnateur OIE du Programme mondial d'éradication de la PPR, au sein du Secrétariat mondial basé à la FAO (Rome)

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 3
Date de prise de poste souhaitée : 1er septembre 2018
Durée d'engagement : 3 ans
Date limite de remise des candidatures : Un mois après la date de publication dans BO AGRI.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Organisation mondiale de la santé animale (**OIE**), créée le 25 janvier 1924, est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, qui a son siège à Paris, compte 181 Membres et dispose de 12 Représentations régionales ou sous régionales. L'OIE agit en relation étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (**FAO**), notamment sa division « Santé et de la production animales » (**AGA**). La peste des petits ruminants (**PPR**) est une maladie animale virale, contagieuse et dévastatrice. En pleine expansion depuis sa découverte en 1942, elle s'est répandue dans plus de 75 pays, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, où se trouvent 80% des petits ruminants. Elle menace directement les moyens d'existence de plus de 330 millions de familles parmi les plus pauvres, occasionnant des pertes annuelles estimées à 2 milliards de dollars. Il existe un **consensus international fort** pour l'éradication complète de la maladie à l'horizon 2030. Il résulte de la **stratégie mondiale** adoptée lors de la conférence internationale PPR d'Abidjan, en 2015, ainsi que des décisions récentes des organes directeurs de la FAO et de l'OIE. Il s'inscrit dans la dynamique des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies à l'horizon 2030 (**ODD**). Conformément au mandat spécifique reçu de leurs Membres, la FAO et l'OIE ont mis en place en avril 2016 le **Secrétariat mondial conjoint pour l'éradication de la PPR**, basé au siège de la FAO à Rome, composé de trois personnes (Secrétaire, Coordinateur FAO, Coordinateur OIE). Elles ont lancé fin 2016 le **Programme mondial pour l'éradication de la PPR** (PPR-GEP), pour la période 2017-2021 (budget prévisionnel de m$996). Le Comité consultatif du **PPR-GEP** a été établi en juin 2017 et une Conférence mondiale des donateurs sera organisée à Bruxelles en 2018, à l'invitation de la Commission européenne (DG DEVCO).
OBJECTIFS DU POSTE	Les principaux objectifs du poste sont les suivants : - Assurer la représentation de l'OIE au sein du Secrétariat mondial PPR, en tant qu'instance paritaire FAO-OIE ; - Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie mondiale d'éradication de la PPR, adoptée à Abidjan, et approuvée par les Membres, à travers le développement du PPR-GEP ; - Participer aux activités de plaidoyer, de mobilisation de ressources et de communication concernant le PPR-GEP ; - Assurer des missions additionnelles de représentation de l'OIE, à la demande de la Directrice générale.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Sous l'autorité de la Directrice Générale de l'OIE, la mission du Coordonnateur OIE du Programme mondial d'éradication de la PPR sera la suivante : - Agir en étroite concertation avec le Coordonnateur FAO au sein du Secrétariat mondial PPR, ainsi qu'avec le Secrétaire ; - Participer au bon fonctionnement du dispositif de gouvernance du PPR-GEP, incluant son Comité consultatif et le Réseau mondial de recherche et d'expertise sur la PPR (PPR-GREN) ; - Faciliter le lien entre le Secrétariat mondial PPR et le Cadre mondial pour le contrôle progressif des maladies animales transfrontalières (GF-TADS), mis en place par la FAO et l'OIE ; - Assurer la liaison avec le Fonds mondial de l'OIE pour la santé et le bien-être des animaux, dans le cadre des appels de fonds conjoints FAO/OIE, en lien notamment avec la division des urgences et de la réhabilitation (TCE) et la division de la mobilisation des ressources (TCR), de la FAO.

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Le Coordonnateur OIE du Programme mondial d’éradication de la PPR travaillera en relation étroite avec :
- Les différents services du siège de l'OIE, en particulier le groupe interne de coordination PPR, ainsi qu’avec les représentations régionales ou sous régionales concernées ;
- Les services de la FAO, au siège comme sur le terrain (Représentations régionales, sous régionales, échelon du pays) ;
- Les organes directeurs et organes statutaire de l’OIE et de la FAO, en tant que de besoin ;
- Les parties-prenantes au niveau mondial, notamment les représentants de la société civile et du secteur privé, ainsi que les plateformes traitant d’élevage et de santé animale ;
- Les communautés économiques régionales (RECs) et les Services Vétérinaires nationaux ;
- Par ailleurs, le Coordonnateur OIE est membre du Groupe Ad Hoc de l’OIE sur la PPR, chargé de l’examen du statut sanitaire des pays, en qualité d’observateur.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Docteur vétérinaire, diplômé en pathologie vétérinaire tropicale et en productions animales en régions chaudes ;
- Connaissance avérée de l’international, notamment des pays en développement (un séjour d’une durée significative sur le terrain serait un atout) ;
- Très bonne connaissance de l’OIE et de la FAO et du système multilatéral de l’alimentation et de l’agriculture, incluant les acteurs de la Société civile ;
- Bonne maîtrise de l’anglais (langue de travail) et des outils informatiques courants.</td><td>- Expérience des relations institutionnelles aux plans multilatéral et communautaire, ainsi que des projets de développement ;
- Expérience des structures, règles et pratiques de la FAO, et faculté d'adaptation dans un milieu professionnel multiculturel ;
- Capacité à construire des consensus
- Sens de l'organisation ;
- Aptitude à manager et à travailler en équipe
- Capacités de synthèse et de rédaction.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">- Loïc Evain - Directeur général adjoint de l’alimentation, CVO loic.evain@agriculture.gouv.fr - Tel 01 49 55 81 77
- Stéphanie Flauto – DGAL- Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales - stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr - Tel : 01 49 55 81 20
- Sophie Palin – DGAL - Adjointe à la Sous-directrice des affaires sanitaires européennes - sophie.palin@agriculture.gouv.fr - Tel : 01 49 55 45 26
- Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

ONCFS **13/04/2018**
Avis n°18-42-DR ARA

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir au 1er juin 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normal d'activité, par voie de détachement sur corps voire en contrat à durée déterminée.
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Assistant(e) du délégué régional (F/H)
Affectation :	Délégation régionale Auvergne – Rhône Alpes
Résidence administrative :	Clermont Ferrand (63)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations (inter)régionales).

La Délégation régionale (DR) constitue une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.
Elle coordonne et pilote les Services départementaux dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage. Elle est composée :

- d'un Délégué régional et d'un Adjoint,
- d'une Cellule administrative,
- d'une Cellule technique,
- de 12 Services départementaux,
- d'un Chargé de mission national,
- d'une Brigade Loup.

Description de l'emploi

En collaboration permanente avec les agents de la Cellule administrative, appuie le Délégué régional dans l'organisation quotidienne de son travail et dans l'animation et la coordination administrative de sa Délégation.

Activités principales

➢ **Secrétariat du DR**

- Organiser et gérer l'agenda du délégué régional (relations partenaires, réunions, dossiers de séance…).
- Contribuer à l'organisation des réunions régionales et en établir le compte rendu.
- Apporter un appui aux différents services de la Délégation et notamment aux Chefs de SD et à leurs secrétaires en matière administrative.
- Participer au traitement des dossiers ponctuels demandés par le DR et assurer le suivi des affaires réservées.
- Rédiger, mettre en forme, éditer et reproduire des courriers, rapports et autres documents.
- Assurer la saisie informatique des données sous différents logiciels (Word, Excel).
- Assurer le traitement des courriers.

- Archiver, classer des dossiers.
- Assurer l'accueil téléphonique et physique.

➢ **Prise en charge des aspects administratifs de la DR**
- Instruire les dossiers relatifs au suivi de l'activité et aux déplacements :
  - organiser les déplacements,
  - réaliser des ordres de mission permanents et ponctuels,
  - assurer le suivi des données dans les applications informatiques dédiées et réaliser des requêtes, en liaison avec le référent régional.
- Assurer la coordination et le suivi des dossiers relatifs au personnel, en relation avec les services de la Direction des ressources humaines (effectifs, mobilités, carrières, recrutements, congés, formations...).

Profil attendu

Connaissances	Environnement professionnel (capacité à intégrer les missions et principales problématiques des entités de travail). Techniques de secrétariat bureautique. Techniques de communication. Principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable de l'établissement public.
Savoir faire	S'adapter aux différents interlocuteurs. Rédiger et mettre en forme des documents. Maîtriser les procédures administratives de gestion et les outils bureautiques. Filtrer et orienter les informations. Gérer un budget. Rendre compte et gérer les priorités. Réaliser un plan de classement (informatisé et physique).
Savoir-être	Sens de l'organisation. Rigueur. Discrétion professionnelle. Qualités relationnelles, sens de l'écoute.

Diplôme et expérience
Etre titulaire d'un titre ou d'un diplôme classé minimum au niveau IV (Bac) est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B.
Une expérience similaire dans les domaines concernés par le présent poste sera appréciée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
M. Patrick POYET, Délégué régional Auvergne – Rhône Alpes, par téléphone au 04.73.16.25.87 ou par courriel à patrick.poyet@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 06 mai 2018, -** terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **16/04/2018**
Avis n°18-43-DRH

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir à compter du 23 juillet 2018
A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Gestionnaire de formation (F/H)
Affectation :	Direction des ressources humaines – Département formation
Résidence administrative :	Dry (45)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'équipe de la Direction des ressources humaines (DRH) traite de l'ensemble des sujets relatifs à la gestion du personnel, des emplois et des compétences. Elle est composée de 3 grands Départements :
- d'un Département action sociale,
- d'un Département du personnel,
- d'un Département formation (installé sur le Centre de formation, implanté sur le site du Bouchet (45370 DRY) à 20 kms au sud-ouest d'Orléans).

Ce dernier Département compte 15 personnes :
- 9 appartiennent à l'équipe administrative,
- 3 ouvriers professionnels sont chargés de l'hébergement et de la restauration,
- 1 chef d'équipe et 2 ouvriers professionnels sont en charge du domaine et des infrastructures.

La politique de formation s'intègre dans les plans définis par la Fonction publique et le Ministère en charge de l'Ecologie, la Direction de l'ONCFS, notamment la DRH, et dans le respect du contrat d'objectifs. Elle vise tant le développement des compétences face aux nouveaux enjeux que l'optimisation des parcours professionnels.

Dans ce cadre, le Département formation assure le pilotage et la gestion de toutes les formations de l'ONCFS, la conception, la programmation, la réalisation et l'évaluation des formations individuelles et collectives.

Description de l'emploi

Au sein du Département formation, sous l'autorité de l'Adjointe au chef de département, la Gestionnaire de formation est en charge de l'organisation des actions de formations, ainsi que de la gestion administrative des dossiers de formation de son périmètre.

Activités principales

- **Instruction de dossiers administratifs et pédagogiques de gestion de la formation**

  - Instruire les dossiers afférents aux formations collectives réalisées avec des organismes externes, qu'elles soient organisées au centre de formation de l'ONCFS ou délocalisées : de la réception des demandes de stage et de la programmation des actions de formation au suivi qualitatif des prestations réalisées.
  - Dans ce cadre, réaliser des opérations de saisie et de contrôle dans la base de données SIRH Virtualia, l'édition des données et veiller en continu à la qualité des données renseignées.
  - Réaliser un suivi des recyclages des formations réglementaires.
  - Participer à la rédaction des procédures de gestion dans son domaine d'activité.
  - Orienter et renseigner ses interlocuteurs.

- **Commandes et gestion des dépenses**
  - Suivre l'exécution des marchés publics de formation.
  - Etablir les bons de commande grâce à l'outil dédié.
  - Enregistrer les services faits et les factures.
  - Etablir les charges à payer.

- **Secrétariat et assistance**

  - Traiter les demandes d'organisation de réunions, séminaires ou autres événements sur le site, qu'il s'agisse de personnels internes ou externes, établir les devis, les feuilles d'émargement et suivre la facturation le cas échéant.
  - Accueillir le public – stagiaires, formateurs internes et externes, représentants des Directions et Délégations et autres publics extérieurs (scolaires, partenaires) – sur le site et téléphoniquement.

- **Communication**

  - Préparer et mettre en forme la Newsletter du Département formation
  - En collaboration avec le Webmaster :
    - Créer, mettre en page et mettre à jour les fiches catalogue du plan de formation grâce à un logiciel de PAO.
    - Mettre à jour les contenus diffusés dans l'intranet.

Conditions particulières d'exercice

Règles strictes de confidentialité à respecter.

Profil attendu

Connaissances	Contexte et environnement professionnel et notamment capacité à intégrer les règles de la Fonction Publique et de gestion de la formation de ses personnels. Techniques de secrétariat et pratique de la rédaction administrative (règles d'orthographe, de syntaxe et de grammaire). Notions de gestion des ressources humaines. Connaissance du Code des marchés publics et des procédures de la commande publique. Techniques de communication avec le public.
Savoir faire	Analyser et synthétiser. Maîtriser les outils informatiques bureautiques classiques de type Word et Excel. Utiliser un applicatif de gestion des commandes et de suivi de la facturation et des paiements des prestataires. Contribuer au suivi budgétaire. Savoir utiliser un logiciel de PAO. Etre capable de rendre compte (rédactionnel, alerte ou éléments chiffrés) et savoir gérer les priorités. Appliquer les techniques rédactionnelles. Travailler en équipe et en réseau. Faire preuve de rigueur et de logique.
Savoir-être	Qualités relationnelles. Sens de l'organisation et de la méthode. Discrétion professionnelle. Sens de l'écoute. Adaptabilité.

Diplômes et expérience

Etre titulaire d'un titre ou d'un diplôme classé minimum au niveau IV (Bac) est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B.
Un diplôme de niveau III, Bac+2 en gestion des ressources humaines serait apprécié.
Une expérience similaire de 2 à 3 ans au sein d'un service formation serait appropriée pour occuper les fonctions attendues.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Madame Stéphanie BEAUCHARD, Adjointe au chef du département formation, par téléphone au 02.38.45.99.66 ou par courriel à stephanie.beauchard@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 20 mai 2018, -**terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer

Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **16/04/2018**
Avis n°18-45-DAF

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, à pourvoir dès que possible
A pourvoir par voie de mutation interne, en externe en position normale d'activité ou par voie de détachement sur corps
Poste ouvert aux contractuels sous quasi-statut

Catégorie :	B
Fonction :	Rédacteur marchés publics (F/H)
Affectation :	Direction des affaires financières – Département Achat et Approvisionnement - Secteur Marchés
Résidence administrative :	Auffargis (78) – Près de Rambouillet

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des affaires financières est chargée de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'Etablissement, en liaison avec le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Elle assure l'ordonnancement des dépenses et l'émission des titres de recettes.

Elle traite les marchés publics, liquide le traitement des personnels et assure la gestion des conventions, en liaison avec l'Agent comptable.

Elle s'appuie sur 5 Départements :
- Recettes et Partenariat,
- Budget et Performance,
- Dépenses et Paye,
- Patrimoine Immobilier,
- Achat et Approvisionnement.

Le Département Achat et Approvisionnement comporte deux Secteurs :
- Le Secteur Marchés publics, au sein duquel l'agent évolue,
- le Secteur Approvisionnement.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Chef de département et de son Adjoint, facilite une coordination entre son Département et les différents acteurs de la chaine achat de l'établissement en vue de procéder aux achats de toute nature afin de satisfaire les besoins qualitatifs et quantitatifs des Services et contribuer à la performance des achats ; assure également les mises en concurrence et le conseil portant sur les achats de l'ONCFS dans le respect de la réglementation.

Activités principales

- **Conseil et assistance au réseau des prescripteurs/acheteurs**
  - Conseiller les Services sur la veille économique, les marchés fournisseurs.
  - Participer en liaison avec les Services à la définition du juste besoin.
  - Promouvoir les marchés disponibles auprès des utilisateurs et mesurer leur satisfaction.
  - Accompagner les acheteurs dans l'élaboration de leur dossier : la rédaction de CCTP, le montage de cadres de réponse, le choix de critères d'analyse des offres.
  - Conseiller les Services sur les procédures opportunes, les formes de contrats et marchés et les dispositifs d'exécution des contrats.
  - Apporter son conseil et son assistance technique ou théorique pour la réalisation de dossiers d'ensemble.
  - Participer à la mise en place d'une culture Achat par la formation et l'animation du réseau des référents Achat ;

- **Contractualisation juridique des achats au sein du Département**
  - Rédiger les documents administratifs (dossier de consultation des entreprises, rapports de présentation, correspondances avec les candidats) des marchés publics.
  - Procéder à l'envoi des avis de marché sur la plateforme interministérielle des marchés publics (PLACE).
  - Assurer le suivi de la procédure marché.
  - Rendre compte de l'avancement des marchés et s'assurer du respect des délais.
  - Réaliser une veille juridique et jurisprudentielle dans le domaine de la commande publique.
  - Soutenir les acteurs sur les analyses, négociations et sélection des offres.
  - Participer aux travaux du Secteur marchés sur la contractualisation effective.
  - Accompagner les services dans la mise en place effective des contrats.

- **Autres activités**
  - Participer au suivi et au pilotage des achats.
  - Participer aux travaux de mesure de la performance des achats.
  - Participer au pilotage des enquêtes et analyses portant sur le Secteur Marchés ou sur les achats.
  - Référent ONCFS sur certains domaines spécifiques.

Conditions particulières d'exercice

Correspondants :
- Externes (Entreprises et fournisseurs, Services de l'Etat - Etablissements publics, Direction des Achats de l'Etat, Centrale d'achats…)
- Internes (tous Services et Directions de l'ONCFS et notamment les prescripteurs, référents achats).

Profil attendu

Connaissances	Droit de la commande publique. Environnement administratif et institutionnel. Techniques de rédaction. Applications informatiques dédiées. Gestion budgétaire et comptables (notions). Compétences managériales (éventuellement).
Savoir faire	Traduire un besoin, une demande, analyser un projet, une démarche. Savoir organiser l'activité en fonction des priorités, rendre compte. Collaborer avec un Service, travailler en équipe, négocier et conseiller.
Savoir-être	Qualités rédactionnelles. Sens de l'analyse, esprit de synthèse. Curiosité intellectuelle. Sens des relations humaines.

Diplômes et expérience
Etre titulaire d'un titre ou d'un diplôme classé minimum au niveau IV (Bac) est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B.
Une expérience similaire de 2 à 3 ans au sein d'un établissement public serait un plus.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
Monsieur Alain GUIBE, Directeur des affaires financières, par téléphone au 01.30.46.60.51 ou par courriel à alain.guibe@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 6 mai 2018, -**terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer
Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **16/04/2018**
Avis n° 18-46-DAF

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pourvoir dès que possible
A pourvoir par voie de mutation interne ou en position normale d'activité
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie C
Fonction :	Gestionnaire budgétaire (F/H)
Affectation :	Direction des Affaires Financières - Département Dépenses et Paie - Secteur Dépenses
Résidence administrative :	Auffargis (78) – Près de Rambouillet

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

La Direction des Affaires Financières (DAF) est constituée de 5 départements :
- Le Département Budget et Performance
- Le Département Recettes et Partenariat
- Le Département Achat et Approvisionnement
- Le Département Patrimoine Immobilier
- Le Département Dépenses et Paie

Le Département Dépenses et Paie est constitué de 18 agents répartis dans deux Secteurs :
- le Secteur Dépenses,
- le Secteur Paie.

Description de l'emploi

Sous l'autorité hiérarchique de la Cheffe du secteur dépenses, prépare et suit les dossiers de dépenses, assure le suivi et l'exécution des factures des Centres de Responsabilité Budgétaire (CRB) répartis sur le territoire national et l'Outre-Mer.

Activités principales

- **Préparation et suivi des dépenses**
  - Liquider et ordonnancer les demandes de paiement (DP) relatives aux dépenses de CRB (marchés publics, frais de déplacement, achats locaux, …) conformément aux règles budgétaires et comptables.
  - Réaliser des demandes de reversement et de versement.
  - Suivre les opérations budgétaires préalables ; commandes et services faits : contrôle et correction en relation avec les CRB.
  - S'assurer du respect des délais de paiement.
  - Suivre les opérations financières et comptables à l'aide d'outils de gestion spécifiques à l'ONCFS (FDD, Glikview, …).

- **Assistance administrative**
  - Assister les gestionnaires locaux dans les domaines administratifs et de gestion des paiements.
  - Contribuer aux relations orales et écrites avec les fournisseurs principalement dans le domaine des dépenses.
  - Participer à la mise à jour des différents guides ou modes opératoires dont celui du mandatement de la dépense.
  - Contribuer à l'archivage des dossiers.
  - Participer ponctuellement aux divers travaux et mission du Département.

Conditions particulières d'exercice

Règles de confidentialité et discrétion.
Disponibilité, notamment en fin de gestion (novembre et décembre) liée à un pic d'activité.
Une adaptabilité importante du fait des évolutions à venir (2018) sur un changement de logiciel et la généralisation de la dématérialisation.

Profil attendu

Connaissances	Techniques de secrétariat et de bureautique. Connaissances des outils bureautiques (word, Excel). Connaissances pratiques en comptabilité budgétaire. Connaissances sur l'environnement professionnel et le processus de la dépense. Techniques de communication.
Savoir faire	Maîtriser l'outil informatique de gestion. Contrôler des dossiers de paiement. Appliquer des règles de gestion. Gérer et suivre des dossiers. Travailler en équipe (secteur - binôme).
Savoir-être	Sens des relations humaines. Adaptabilité et réactivité. Rigueur. Discrétion professionnelle.

Diplôme et expérience

Des connaissances et expériences dans le domaine budgétaire du secteur public serait un véritable atout.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste
Laëtitia CORTET, Cheffe du département dépenses et paie par intérim, par téléphone au 01.30.46.60.62 ou par courriel à laetitia.cortet@oncfs.gouv.fr

Pour candidater
Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 6 mai 2018** - terme de rigueur - selon les cas :

- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
ou
Sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram
75017 PARIS

Parc national des Cévennes

APPEL A CANDIDATURE

Responsable du pôle Forêt

au sein du service *Développement durable*

Statut

Poste de catégorie A ouvert *exclusivement* aux fonctionnaires ou assimilés.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans. Il compte au 1er janvier 2018, 76,5 postes (en équivalent temps plein).

Le Parc national des Cévennes est un parc majoritairement boisé (près de 70%). La forêt contribue donc significativement à l'économie locale, la filière bois générant de nombreux emplois directs et indirects. En outre, les forêts sont gérées pour leur rôle de protection et de lutte contre l'érosion. Sans remettre en cause ces vocations, le Parc national travaille à garantir une prise en compte de la biodiversité et des paysages dans les actions de gestion sylvicole.

Sur les massifs de l'Aigoual, du Mont-Lozère, du Bougès, de Fontmort, également dans les Gorges du Tarn, l'État a engagé des travaux de restauration des terrains de montagne à la fin du XIXe siècle. Ceux-ci ont d'abord visé à reboiser les zones en pente, particulièrement sensibles à l'érosion. Ce reboisement s'est étendu ensuite à tous les types de terre, des pentes plus douces aux plateaux et aux bas-fonds humides, ainsi qu'à des milieux tourbeux. Les essences principales de reboisement ont été le sapin, les différents pins, l'épicéa, le mélèze. Le hêtre s'est développé à partir des hêtraies relictuelles. Pour ce faire, l'État a procédé par acquisition foncière portant à 55 000 ha la surface de forêt domaniale dans l'espace Parc.

D'autres projets de reforestation ont été menés à compter des années 60, dans le cadre du fond forestier national, sur des terrains privés et communaux. Le pin noir d'Autriche est la principale essence du reboisement sur les Causses et dans les gorges du Tarn. Ailleurs, le pin laricio de Corse, le Douglas et dans une moindre mesure l'épicéa et le sapin sont les essences majoritaires des reboisements. La surface forestière s'est également accrue par extension naturelle du pin sylvestre en versant nord du Mont-Lozère, et des taillis de châtaignier et de chêne dans les vallées cévenoles.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation.

Les personnels sont répartis entre le siège, situé à Florac et 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de chef de pôle forêt est à pourvoir au sein du service *Développement durable*.

Le **service *Développement durable*** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il est notamment chargé pour l'établissement de :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale, et notamment agropastorale (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière (Pôle Forêt)
- la politique en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et du suivi des demandes d'autorisation dans tous ses domaines

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service *Développement durable*, **le responsable de pôle Forêt** est basé à Florac-Trois-Rivières (48) au siège du Parc national.

Le **pôle Forêt** est chargé de la définition et la mise en œuvre de la politique forestière du parc. Piloté par le responsable de pôle, il rassemble deux techniciens *Forêt*, affectés aux massifs et éventuellement des agents recrutés sur des projets spécifiques (ex : forêts anciennes).

Le **pôle Forêt** assure notamment :

- le suivi des aspects réglementaires liés aux milieux forestiers et à leur gestion : instruction des demandes d'autorisation pour coupes et travaux, procédures de police administrative en cas de manquements ;
- l'appui à l'élaboration des documents de gestion durable des forêts : réalisation de diagnostics écologiques pour les propriétaires ou l'ONF révisant leurs plans de gestion, utilisation de l'IBP, concertation de terrain… ;
- la promotion d'une gestion équilibrée des milieux forestiers visant à la fois le développement de l'économie du bois tout en préservant la biodiversité et les paysages (ex : travail en futaie irrégulière, charte des bonnes pratiques pour la récolte de bois ; cartographie et préservation des vieilles forêts et forêts anciennes, travaux d'intérêt écologique en milieu forestier…) ;
- les relations et le développement des partenariats avec l'ONF, les services de l'Etat et les organismes professionnels de la forêt et de la filière bois ;
- la participation aux instances du Parc (dont le secrétariat de la commission *Forêt*), aux travaux en inter-parcs et avec l'AFB, et au réseau MAB sur les questions forestières ;
- la participation à la politique de communication et de sensibilisation du territoire sur les enjeux touchant aux forêts, en lien avec le service *Accueil et Sensibilisation*.

Outre la coordination des missions précédemment citées, le responsable de pôle gère le budget dédié à ses activités et assure l'encadrement des agents du pôle en veillant à la bonne valorisation des compétences disponibles et le suivi des objectifs individuels, ainsi que des stagiaires et contractuels éventuels qui renforcent le pôle sur des missions ou projets particuliers.

Il contribue, notamment via le chef de service, au dialogue avec les délégués territoriaux afin d'accompagner au mieux les projets du territoire (notamment ceux formalisés dans les conventions d'application de la charte passées avec chaque collectivité) et avec les autres services (ex : instruction des demandes de travaux en lien avec le service *Connaissance et Veille du territoire*).

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions du service dans un but de coordination et de mise en cohérence des interventions ;
- il réunit régulièrement l'équipe du pôle ;
- il veille à assurer un contact régulier avec les partenaires ;
- il participe en tant que de besoin aux instances de l'établissement, de l'Agence française pour la biodiversité, du Bien classé *Causses & Cévennes* et du réseau MAB,;
- il veille à assurer une transmission fluide des informations tant à sa hiérarchie qu'aux délégués territoriaux pour tout projet concernant leur massif.

Des déplacements sont à prévoir tant sur les massifs que ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

- Bonnes connaissances en matière de gestion forestière
- Bonnes connaissances en écologie forestière
- Bonne connaissance du monde rural
- Compétences en encadrement
- Capacité à élaborer, gérer et accompagner des projets
- Très bonnes capacités rédactionnelles
- Goût du contact et aisance relationnelle
- Capacité de communication, de négociation et d'animation
- Aptitude au travail en équipe
- Maîtrise des logiciels courants de bureautique
- Compétences souhaitées en saisie et en utilisation de données SIG

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation requis

- Formation niveau master ou ingénieur et/ou expérience requise dans le domaine de la gestion durable forestière et de la préservation des écosystèmes forestiers.
- Expérience de 5 ans minimum dans le domaine forestier si possible en lien avec l'ONF et/ou les partenaires de gestion forestière.
- Poste ouvert aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation.
- Permis de conduire B

Disponibilité

Poste vacant à compter du 1er avril 2018.

Modalités de dépôt et de suivi des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 5 mai 2018**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier. La direction convoquera les candidats sélectionnés pour une **audition le mardi 15 mai 2018.**

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale, tél : 04 66 49 53 28, celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Appel à candidature
Assistant(e) d'accueil et de gestion administrative

Contexte

Le Parc national des Calanques, créé par le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012, est géré par un établissement public à caractère administratif, opérateur du ministère de la Transition écologique et solidaire. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, aux côtés du Directeur, du Secrétaire Général, et des membres de l'équipe, à l'expérience enrichissante de contribuer au fonctionnement d'un « service support » récent.

Conditions d'accès au poste et profil recherché

Recrutement qui, **correspondant à un accroissement temporaire d'activité**, est à pourvoir **par la voie contractuelle uniquement, pour une durée déterminée de 6 mois, renouvelable une fois.**
Agent contractuel de niveau équivalent à la catégorie C.

Positionnement du poste

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au Secrétaire Général de l'établissement public du Parc.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé(e) des tâches d'accueil et de gestion administrative suivantes :

- accueil physique et téléphonique (gestion du standard téléphonique de l'établissement),
- gestion de la boîte à lettre électronique générique du Parc (boîte « contact »),
- gestion courante du courrier : réception, enregistrement, diffusion et archivage du courrier pour l'ensemble de l'établissement ; expédition et archivage du courrier départ,
- réponse aux candidatures et aux demandes de stage,
- tenue et mise à jour du répertoire des contacts de l'établissement,
- saisie, mise en forme et diffusion de documents divers,
- préparation de dossiers.

Il (elle) participe également à la bonne marche de la vie de l'établissement en contribuant au bon fonctionnement des aspects logistiques généraux : réservation de salles de réunion, utilisation des véhicules de service, participation aux commandes de petites fournitures, suivi de la petite logistique.

L'Assistant(e) d'accueil et de gestion administrative pourra être amené, enfin, à apporter un appui administratif ponctuel aux différents Pôles du Siège.

Compétences techniques et organisationnelles recherchées

- bonne connaissance de l'organisation, du fonctionnement d'une structure administrative, et des circuits de procédure,
- maîtrise des outils bureautiques (WORD, EXCEL, POWERPOINT, OPEN OFFICE),
- maîtrise des technologies actuelles de l'information et de la communication,
- maîtrise des techniques de classement et d'archivage,
- bonne organisation du travail,
- rigueur professionnelle,
- disponibilité.

Compétences relationnelles recherchées

- Sens des relations publiques, goût du contact et du travail en équipe,
- Qualités d'écoute et de reformulation,
- Maîtrise de soi,
- Discrétion et confidentialité.

Connaissance du territoire du Parc national des Calanques et intérêt pour les questions environnementales appréciés

Localisation du poste

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 1er juillet 2018.

Modalités de dépôt des candidatures

Merci d'adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Bât. A, 141 avenue du Prado
13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 15 mai 2018.

Appel à candidature
Chargé(e) de mission – Tourisme durable

Contexte

Le (la) Chargé(e) de mission « Tourisme durable » assurera, au sein du Pôle « usages et activités » du Parc national des Calanques, la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions de l'établissement public relatives au tourisme durable.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement, et, à défaut, aux agents contractuels.

Rattachement hiérarchique

Le responsable du Pôle « usages et activités ».

Missions

Le (la) Chargé(e) de mission est le référent(e) du Parc national sur les thématiques liées au tourisme durable.

Activités principales

Le (la) Chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Actions transversales :

- Proposer et animer la politique du Parc national en matière de tourisme durable,
- Animer le réseau des partenaires du Parc en matière de tourisme durable (habitants, socio professionnels, collectivités, institutionnels...),
- Animer en interne les thématiques relatives au tourisme durable, auprès de la direction, des pôles thématiques et des unités territoriales ;

Actions spécifiques :

- Piloter, en lien avec les équipes et les partenaires, l'élaboration et le déploiement de la stratégie d'accueil et de destination du Parc national des Calanques,
- Accompagner les socio-professionnels pour le montage de produits d'écotourisme sur le territoire du Parc, en lien avec le déploiement de la marque collective des parcs nationaux,
- Piloter l'élaboration et le déploiement d'un dispositif d'implication citoyenne autour des objectifs du Parc national.

Compétences et connaissances nécessaires

- Connaissance du fonctionnement, des logiques et enjeux de l'économie du tourisme (opérateurs, institutions, stratégies et planification régionales...),
- Fonctionnement d'un établissement public et des collectivités,
- Tissu socioéconomique, touristique et culturel régional et local,

- Fonctionnement, logiques et enjeux de l'économie du tourisme durable,
- Gestion environnementale des activités touristiques, développement durable,
- Code des marchés publics
- Capacité de synthèse, de formalisation de documents et présentations,
- Techniques de communication,
- Rédaction de cahiers des charges et de conventions,
- Conduite de projet / travail en mode projet,
- Animation de projets, de réseaux et de réunions.

Expériences souhaitées

- Expérience professionnelle dans le domaine du développement touristique en espaces naturels protégés,
- Connaissance des dispositifs et des acteurs du domaine du développement local, des partenaires du tourisme,
- Expérience de conduite de projets.

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation,
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires,
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe,
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Au plus tard, **le 1er juin 2018.**

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de **CHARGE DE MISSION TOURISME DURABLE**
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
2, Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Emilie DRUNAT, responsable du Pôle usages et activités au 04 20 10 50 00 ou par mail emilie.drunat@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 11/05/2018.
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 21/05/2018 à Marseille.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant juin.

Parc national de la Vanoise

Le Parc national de la Vanoise recrute le chef de secteur de Haute-Tarentaise

IDENTIFICATION DU POSTE	
Intitulé du poste	**Chef de secteur**
Nature du poste (administratif, technique)	Ingénieur ou agent de catégorie A

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE	
Service d'affectation	Secteur de Haute Tarentaise. Communes de Val d'Isère, Tignes, Villaroger, Sainte-Foy Tarentaise, Séez, Montvalezan, Landry et Peisey-Nancroix et pour partie : Bourg-Saint-Maurice, La Plagne-Tarentaise.
Mission principale du service	Le secteur correspond à l'unité territoriale de base de gestion du parc national tant pour le cœur que l'aire d'adhésion. Il a pour objectif, en assurant des relations de proximité avec les collectivités et les partenaires, de mettre en œuvre sur ce territoire la politique du parc dans tous ses domaines de compétence : surveillance et gestion, connaissance, sensibilisation à l'environnement et développement durable.
Composition du service (effectif)	Effectifs permanents : un chef de secteur, un technicien patrimoine naturel adjoint au chef de secteur, un technicien agriculture-charte adjoint au chef de secteur, un technicien tourisme-animation, 7 agents techniques gardes-moniteurs, une secrétaire Effectifs temporaires : ouvriers, hôtesses, gardes animatrices RNN, animatrice nature et éventuellement services civiques et stagiaires à certaines saisons (principalement l'été), agents temporaires chargés de projets
Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)	Le chef de secteur est placé sous l'autorité hiérarchique directe de la directrice de l'établissement et participe au Comité de direction élargi. Il entretient des relations fonctionnelles avec les chefs de pôle du siège. Il est placé sous l'autorité du Procureur de la République pour les missions de police (s'il est commissionné) et veille à l'application de la politique pénale de l'établissement sur le secteur.
Relations fonctionnelles	**<u>En interne :</u>** directrice et directeur adjoint, secrétaire général, cheffes de pôles et chargés de mission afin de mettre en œuvre les politiques thématiques de l'établissement. Relations de proximité géographique avec le secteur de Haute-Maurienne et Pralognan. **<u>En externe :</u>** le chef de secteur est l'ensemblier des relations avec les partenaires locaux : communes et intercommunalités, habitants, offices du tourisme, agriculteurs et autres acteurs socioprofessionnels, usagers et monde associatif, ainsi que le Procureur de la République et ses services au titre des missions de police.

Parc national de la Vanoise
135 rue du docteur Julliand • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex
Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18
www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

Affectation territoriale (siège, antenne, secteur...)	Secteur de Haute Tarentaise, commune de Bourg-Saint-Maurice. Un logement à Peisey-Nancroix pourrait être mis à la disposition du chef de secteur (sauf statut particulier, le logement fera l'objet d'un bail et d'un loyer).
Résidence administrative	Bourg-Saint-Maurice

MISSIONS ET ACTIVITÉS	
Définition du poste: (Mission principale, objectifs du poste)	Le chef de secteur coordonne et s'assure de l'atteinte des objectifs de l'établissement, avec les moyens qui lui sont alloués, sur son secteur. Il assure la représentation locale du Parc, les relations avec les collectivités et partenaires, pilote l'équipe du secteur et les relations avec les services du siège.
Missions et activités du poste	**<u>Mission 1</u> : Coordonne les activités, gère et anime le secteur, assure le lien avec les acteurs locaux** • Organise et anime le travail du secteur en planifiant et coordonnant l'ensemble des activités, organise les réunions de secteurs ; veille à l'équilibre des missions par l'application de la stratégie territoriale d'intervention du COB, et assure un lien étroit avec les acteurs du territoire, en particulier les élus locaux, • assure le lien avec la direction, et les pôles du siège, avec l'appui de ses adjoints • gère le personnel (planning, congés, fixation des objectifs et évaluation annuelle des agents, bilan des activités, formation), permanent comme temporaire (hôtesses, ouvriers, animateurs), • participe à la vie de l'établissement : CODIR élargi, groupes de travail... • veille au respect des consignes de sécurité par les agents et les fait appliquer, • supervise l'intendance du secteur et sa gestion financière et comptable, • valide et le cas échéant rédige les avis du secteur, • participe en relation avec la mission « aménagement-urbanisme » à l'élaboration et au suivi des avis concernant des dossiers d'urbanismes et autres travaux en cœur de Parc, • conserve une disponibilité de terrain pour la connaissance du territoire et la bonne appréciation des risques et enjeux. **<u>Mission 2</u> : Coordonne sur le secteur la mise en œuvre de la charte** • Assure sur le secteur le suivi de la bonne mise en œuvre des actions identifiées dans le plan d'actions pour le cœur de parc 2018-2020 de l'établissement, en s'appuyant sur les techniciens du secteur et les pôles du siège, et coordonne l'appui du secteur aux partenaires locaux et les relations avec les collectivités et leurs groupements, assure l'exécution de la convention d'application pour la commune de Peisey-Nancroix en s'appuyant sur le technicien adjoint agriculture-charte,contribue au suivi et à l'évaluation de ce plan d'actions, • contribue à la préparation des épisodes d'adhésion à la charte, • assure, en coordination avec le siège, le suivi, le cas échéant, des conventions d'application de la charte, • assure une fonction de chef de projet en accord avec la cheffe de pôle sur des actions identifiées.

MISSIONS ET ACTIVITÉS	
	<u>Mission 3 :</u> Organise la protection du milieu naturel • Organise la surveillance du territoire et est amené à y participer, coordonne les missions de police de l'environnement et veille à l'application de la politique définie avec le parquet, • assure la mise en œuvre des délégations de la directrice en matière d'autorisations de l'établissement (circulation, survol, etc.), • fait appliquer les directives du parc, veille au respect des décisions d'autorisation, assure une veille sur la réglementation au niveau local (arrêtés des maires, etc.). **<u>Mission 4 :</u> –Décline le programme de l'établissement en matière de gestion des bâtiments et infrastructures** • S'assure du contrôle de l'état des sentiers et de la signalétique, propose les opérations de gestion et d'amélioration auprès des techniciens concernés et définit la programmation de l'équipe d'ouvriers, en lien éventuel avec l'autre chef de secteur de la vallée et les techniciens concernés, • participe à la consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement concernant le secteur, • assure la valorisation des refuges du PNV sur son secteur : programme d'animations, signalétique, ouverture, etc., en lien avec le pôle concerné. **<u>Mission 5 :</u> Met en œuvre la feuille de route « connaissances »** Il s'appuie pour ces missions sur le technicien patrimoine naturel du secteur qui organise les missions en lien en concertation avec les chargés de mission du siège pour : • assurer les missions de prospection et de suivi des espèces et milieux, la veille écologique, les inventaires et suivis, • organiser le cas échéant, l'appui aux collectivités et partenaires en matière d'expertise patrimoniale (dont le patrimoine culturel et les paysages) et de préservation, notamment en préalable aux aménagements, • assurer pour le compte de l'État la gestion des réserves naturelles nationales de la Grande Sassière, Tignes-Champagny et La Bailletaz, en s'appuyant sur la technicienne Patrimoines naturels en charge des RNN. **<u>Mission 6 :</u> Met en œuvre la feuille de route « agriculture »** Il s'appuie pour ces missions sur le technicien agriculture du secteur qui organise les missions en lien avec le chargé de mission du siège **<u>Mission 7 :</u> Organise les missions d'accueil, d'information et d'éducation à l'environnement** En lien avec le technicien tourisme/animation du secteur, le chef de secteur assure : • l'élaboration d'un programme d'accueil et d'animation saisonnier, suivi des hôtesses d'accueil, relations avec les OT, • le développement et l'organisation des activités d'accueil, d'information et d'éducation à l'environnement et au développement durable, pour le grand public et les scolaires, • la présence du parc dans l'information locale (OT, médias des collectivités, etc..) • le suivi du programme d'exposition et de la muséographie des lieux d'exposition du parc, • le développement de l'interprétation de terrain, • la veille sur l'intégration du parc au niveau local.

MISSIONS ET ACTIVITÉS	
	<u>Mission 8 :</u> Promotion du territoire Il relaie localement les actions en matière de développement touristique initiées par le pôle Valorisation-Communication. Il transmet l'ensemble des éléments du secteur méritant d'intégrer un outils de communication de l'établissement (brève, animations, actualités liées au patrimoine naturel ou culturel, etc.)
Intérêt, difficultés, contraintes du poste	• Interlocuteur privilégié des collectivités au niveau local, • veille à la bonne coordination et information réciproque entre le secteur, et le siège, le chef de secteur jouant le rôle d'ensemblier sur le secteur pour une bonne cohérence de l'action de l'établissement et des relations avec les partenaires, • rôle de garant de l'application des règles de sécurité par les agents et personnels saisonniers.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES
La charte du parc a été approuvée en avril 2015 et n'a donné lieu qu'à deux adhésions sur 29 communes concernées. Dans ce contexte, un audit-médiation a été engagé pour identifier des pistes de progrès de nature à permettre de renouer le dialogue avec les collectivités. Les conclusions ont été remises et l'ensemble des parties prenantes s'attelle à mettre en œuvre le plan d'actions présenté en février 2017. Sur le secteur de Haute Tarentaise, la commune de Peisey-Nancroix a adhéré à la charte ; rapprochement en cours de Landry et Peisey-Nancroix pour fusion dans une commune nouvelle. Le cœur couvre une surface très importante du secteur. Le chef de secteur aura pour priorité de retisser du lien avec les communes, les socioprofessionnels, en portant des projets concrets avec les partenaires locaux et les habitants. Le secteur doit prendre en compte une spécificité, à savoir l'existence d'un domaine skiable en cœur de parc sur le massif de la Grande Motte.

COMPÉTENCES REQUISES SUR LE POSTE	
Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)	• Connaissance de l'administration publique, la connaissance du contexte local serait un avantage • compétences naturalistes, • connaissances réglementaires (droit de l'environnement, urbanisme).
Savoir-faire (technique et méthodologique)	• Techniques de management d'équipe, • pratique du terrain en milieu montagnard, dont activités hivernales (ski de randonnée) • techniques d'animation et de communication en public, • techniques de médiation territoriale, négociation et gestion des conflits, • techniques d'interpellation, • gestion de projets, • gestion budgétaire, • bureautique.

Savoir-être (attitudes et comportement attendu)	• Intérêt fort pour la culture montagnarde et souhait fort d'intégration à la vie locale, • autonomie, • adaptabilité, • rigueur organisationnelle, • ouverture, capacité d'écoute, d'analyse et de synthèse, diplomatie, • force de conviction, sens pratique, • réactivité, • aptitude au travail en équipe, • polyvalence.

Tendances d'évolution	
Facteurs clés : • 2018 seconde session d'adhésion des communes du territoire à la charte, • pratique hivernale du ski hors piste en cœur de Parc, • tensions liées à la colonisation par le loup.	*Incidences sur le poste et ses missions :* • rôle de médiation territoriale dans la perspective de renouer le dialogue avec les collectivités locales, • rôle de gestionnaire de projets pour reconstruire le dialogue sur des bases concrètes.

Procédure de recrutement	
Contact	Eva Aliacar, directrice : 04 79 62 89 95 Laurent Charnay, secrétaire général : 04 79 62 89 67 / 06 24 68 29 10 Thierry Arsac, chef de secteur : 04 72 07 02 70
Envoi des candidatures	A adresser à l'attention de Mme la directrice du Parc national de la Vanoise : • par voie postale au 135 dur Docteur Julliand – 73 000 Chambéry et • par courriel à secretariat@vanoise-parcnational.fr et eva.aliacar@vanoise-parcnaitonal.fr
Délai de réponse	Candidature à adresser au plus tard le 28 mai 2018 Entretiens prévus le 15 ou le 18 juin 2018, à Peisey-Nancroix Prise de poste dans les meilleurs délais, au plus tard le 1er janvier 2019